

DI de Méditerranée

27 janvier 2014

Comité technique du 23/1/2014 à la DI : nous refusons un semblant de dialogue pour certains sujets majeurs

Frédéric Michel, Jean-Philippe Sancey, Mathieu Cristini et Patricia Gerbe représentaient l'USD FO, qui dispose de 2 sièges à ce CT présidé par le DI et auquel assistaient notamment les DR de Corse, de Nice, de Marseille, de Provence et de la DRGC.

Préalablement à ce CT, des représentants de toutes les OS et des agents ont fait part aux représentants de l'administration de la très grave inquiétude engendrée par le PSD qui traduit dans les faits les orientations ultra libérales du gouvernement obéissant aux injonctions d'instances non élues telles que la Commission européenne de Bruxelles.

L'USD FO a souligné une fois de plus la difficulté pour une grande majorité d'agents d'exercer leurs fonctions sans savoir quel est l'avenir de leur service ou pire sachant qu'il va être supprimé. Le PAE 2014, c'est encore une trentaine d'agents en moins dans notre DI et c'est malheureusement loin d'être fini vu le contexte national pour notre administration, considérée comme non prioritaire...

Le DI a affirmé sa volonté de dialogue social, il est vrai que les mots n'ont pas de coût en ces temps de forte restriction budgétaires (cf forte diminution des crédits de fonctionnement) que l'USD FO déplore.

Les représentants de la CGT, de Solidaires et de l'UNSA ont alors refusé de participer au CT.

Les représentants de l'USD-FO, de la CFDT et de la CFTC ont rappelé que leurs organisations nationales ont prescrit de ne pas participer aux CT qui comportaient dans leur ordre du jour des points relatifs au PSD et ont donc siégé uniquement pour les autres sujets(pour lesquels l'Administration a pris en partie, en compte nos considérations)

1) DR de Corse : l'USD FO a voté pour l'évolution du réseau des brigades de recherche, la création d'un poste d'adjoint SU au sein de la division de Corse et le déménagement du bureau d'Ajaccio (sous réserve des aménagements des façades vitrées).

Suite à l'intervention de l'USD FO faisant observer que la CROC était mentionnée dans un document de travail présentant un dispositif rénové du renseignement en Corse alors que l'avenir des CROC, y compris pour la partie « SU », dans les DR est très compromis, le DI et le DR de Corse estiment indispensable le maintien d'un agent « LCF », qu'il soit « dénommé » CROC ou autrement dans cette DR.

L'USD FO considère que cette nécessité existe dans toutes les DR et pas seulement en Corse. Elle l'a fait remarquer au président du comité technique.

2) DR de Nice : le déménagement de la DR, de la division, du SRE et du bureau de Nice port a été évoqué. L'USD FO approuve les intentions de l'administration des douanes, quelles que soient les pressions de la DDFiP, de ne pas déménager avant la fin totale des travaux, y compris de ceux qui auront pour but de séparer les sorties des usagers du centre des impôts et les entrées dans les locaux « douaniers ».

Le DI a rappelé que les surfaces obtenues après négociations avec la DGFIP étaient importantes mais que le problème désormais serait d'occuper suffisamment les locaux.

Cette remarque confirme nos inquiétudes, les informations que nous avons pu recueillir au plan national et celles du PAP (plan annuel « dit de performance ») 2014 qui nous avait été communiqué pour ce CT confirmant des réductions d'effectifs très importantes dans les services qui déménagent.

Par ailleurs, nous avons été informés d'une modification des horaires de réception du public au service « navigation » du bureau de Cannes.

Le DI a fait part de son intention de convoquer plusieurs GT d'ici fin mai 2014 consacrés à des thèmes du PAP.

Sans être exhaustif, de l'examen du PAP, il ressort notamment la **concentration du DAFN (à Toulon ou hors de la DI si un seul bureau par façade maritime est finalement retenu)**, de la TSVR (le DI propose un seul bureau interrégional dans la DR de Provence (Avignon) alors que le PSD permet une concentration moins forte (un bureau par DR), des services tabacs à Aix (alors qu'à Nice, un agent vient d'être formé pour ce service), des remboursements de TIC, y compris les taxis, du contrôle des produits pétroliers (Port de Bouc), des SRA et SRE, des hypothèses d'antenne à Nice, compte tenu de l'éloignement (ce qui serait pleinement justifié) demeurant à l'étude pour le SRE .

La spécialisation par DR, dans lesquelles ils ne restera presque plus d'agents, proposée par le DI n'est plus à l'ordre du jour.

La BSI de Fréjus serait rattachée à Nice... « dès publication du nouveau décret » (organisation territoriale par DI et plus par DR) dont on parle depuis bientôt deux ans...

On peut constater que l'administration invoque pour concentrer les services qu'il est peu « fonctionnel » de maintenir quelques agents qui effectuent des tâches similaires dans des bureaux dispersés mais envisage simultanément de supprimer les CROC et de disperser une cellule d'analyse de risque et d'orientation des contrôles au bureau qui gèrera le DAFN, une autre cellule aux missions identiques dans un autre bureau qui gèrera les tabacs, une troisième cellule dans un autre bureau qui gèrera la TSVR !!

Les audits DI : l'USD FO a rappelé que le DI s'était engagé à communiquer aux OS les grandes lignes des audits réalisés à sa demande par des auditeurs. Il estime désormais que certains thèmes de ces audits (durée des vacances dans les aéroports par exemple) sont trop sensibles pour faire l'objet d'informations. On en restera donc au stade des rumeurs anxieuses.

Conformément aux directives de l'intersyndicale nationale nous avons quitté la salle dès que le Plafond Autorisé d'Effectifs, lié au PSD, était « proposé au vote (sans aucune possibilité de modification).

La volonté de l'USD-FO étant de défendre au mieux l'ensemble des agents, nous avons besoin de vos avis et autres analyses, au sujet bien sûr des mesures envisagées par l'administration, Il est clair que les marges de discussions sont très très faibles et il est indéniable que seule une mobilisation importante, notamment le 20/3 prochain (manifestation nationale à Paris), permettra de faire reculer l'Administration sur.....les sujets qui fâchent...